

Tendances récentes : Au début de l'année, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) peinait déjà à rattraper les pertes de croissance et d'emplois provoquées par la COVID-19, une pandémie venue s'ajouter à une décennie de stagnation pour de nombreux habitants de la région en raison de crises aggravées par l'instabilité politique et les conflits. Ainsi au Liban, l'explosion du port et la crise de la dette ont rajouté aux grandes difficultés de la population. En outre, la croissance tant attendue a été sapée par les flambées d'Omicron et les conséquences de la fin des mesures de soutien dans les économies avancées, dont la région dépend fortement pour le tourisme et le commerce. L'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie est ensuite intervenue dans ce contexte difficile. Cependant, son impact économique sur la région a été inégal, dégageant un bénéfice net pour les exportateurs de pétrole, mais provoquant un double choc pour les pays qui en importent, du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants. Les ménages — en particulier les plus défavorisés — sont durement touchés : l'inflation annuelle médiane des prix à la consommation est à son plus haut niveau depuis la grande récession de 2009 et le taux d'augmentation est presque le double de celui observé au cours des dix ans précédant la pandémie.

Dans les pays exportateurs de pétrole, où les taux de vaccination sont en général plus élevés, la hausse des cours du pétrole et de la production a contribué à consolider une reprise robuste, en partie contrebalancée par la hausse des prix des denrées alimentaires et du coût des emprunts. Dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), la production pétrolière quotidienne en avril était supérieure d'environ trois millions de barils à celle d'il y a un an. En revanche, les exportateurs non membres du CCG sont en butte à de nombreuses difficultés pour augmenter la production de pétrole. Par exemple, malgré un besoin urgent de devises étrangères au Yémen, le conflit prolongé a presque complètement asséché les recettes d'exportation du secteur des hydrocarbures, aggravant ainsi les ravages du conflit qui a provoqué une crise humanitaire sans précédent.

Du côté des importateurs de pétrole, le fragile rebond a été compromis par la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie, le renchérissement du crédit et l'affaiblissement de la demande extérieure. Les séquelles de la pandémie, en termes de pertes d'emplois et d'endettement, sont toujours présentes. En Égypte, la forte croissance du premier semestre de l'exercice budgétaire s'est brusquement ralentie dans un contexte d'inflation croissante, quand la hausse des prix à la consommation a de nouveau atteint des taux annuels à deux chiffres, amputant les revenus des ménages et détériorant la compétitivité des entreprises. Le Maroc subit une nouvelle période de grave sécheresse qui pénalisera la production agricole. En Tunisie, la reprise n'a été que modeste en 2021 et le pays qui fait face à de multiples chocs économiques n'a pas accès aux financements du marché international, alors qu'il se trouve au milieu d'une transition politique complexe. Dans ce pays, le chômage demeure élevé, à 16,1 %, et il n'existe pas de marge de manœuvre pour financer des mesures de relance.

Perspectives : La croissance moyenne de la région devrait atteindre 5,3 % en 2022, soit le rythme le plus rapide depuis une décennie, mais elle masque des situations très hétérogènes et une tendance à la baisse, avec un brusque ralentissement attendu en 2023 et 2024 dans toute la région. Le rebond actuel est principalement imputable à la forte croissance des pays exportateurs de pétrole, stimulée par la hausse de leurs recettes, et à la régression généralisée des effets néfastes de la pandémie dans les pays largement vaccinés. Les économies du CCG devraient croître de 5,9 % en 2022, c'est-à-dire 1,2 point de pourcentage de plus que la prévision du début d'année.

En Arabie saoudite, la forte progression de la production pétrolière et la reprise vigoureuse du secteur non pétrolier devraient porter la croissance en 2022 à son niveau le plus élevé de la décennie, soit 7 %, avant de retomber à 3,8 % en 2023. Les Émirats arabes unis devraient aussi bénéficier à court terme de la hausse des cours du pétrole, tandis qu'à moyen terme, les réformes visant à renforcer les marchés financiers, à accroître la flexibilité du marché du travail et à accélérer l'innovation technologique soutiendront la croissance. En République islamique d'Iran, la production devrait augmenter de 3,7 % en

2022 à la faveur de l'atténuation de la pandémie, de la hausse des prix du pétrole et de nets progrès en matière de vaccination. Elle devrait toutefois ralentir par la suite, car les problèmes structurels non résolus et la faiblesse des investissements fixes limitent la croissance potentielle. Le PIB de l'Iraq devrait croître de 8,8 % en 2022, grâce à un rebond du secteur pétrolier lié à l'élimination progressive des plafonds de production de l'OPEP+. Cependant, les pénuries d'électricité, aggravées par les perturbations des importations d'énergie, et les contraintes de capacité d'absorption limitent la croissance dans le secteur non pétrolier.

La production des importateurs de pétrole devrait augmenter de 4,1 % en 2022, soit une révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage, avant de s'accélérer à 4,4 % en 2023. Ces chiffres reflètent à la fois des reprises très fragiles et l'impact d'une accélération en Égypte, où une activité plus forte que prévu au cours du premier semestre de l'exercice a permis de réviser la prévision à la hausse, à 6,1 % pour l'exercice 2021/22. La croissance devrait ensuite ralentir pour atteindre 4,8 % sur l'exercice 2022/23, à savoir une baisse de 0,7 point de pourcentage, car le recul du tourisme consécutif à la guerre en Ukraine et la hausse de l'inflation des produits alimentaires et de l'énergie freinent la demande intérieure et grèvent le budget. Au Maroc, la croissance devrait accuser un net ralentissement, à 1,1 % en 2022, les effets conjugués de la sécheresse et de la guerre en Ukraine l'emportant sur la timide reprise du secteur des services. Le Liban connaît une nouvelle année de déclin dans un contexte d'augmentation de la pauvreté, d'inflation galopante et de perturbation des services de base. Le PIB réel devrait se contracter pour la quatrième année consécutive, entraînant une baisse supplémentaire du PIB réel par habitant et une réduction du pouvoir d'achat des salariés. Enfin, la croissance modeste de la Tunisie est loin de correspondre à son potentiel, compte tenu notamment du fort niveau de chômage.

Risques : Les risques pour la croissance restent orientés à la baisse. L'incertitude grandissante, notamment due à la volatilité des prix des denrées alimentaires et du pétrole, ainsi qu'à l'instabilité des marchés financiers, pourrait nuire à la consommation, aux investissements et aux flux de capitaux dans la région MENA. De nouvelles hausses de l'inflation alimentaire, qui est déjà à son plus haut depuis dix ans, pourraient éroder les revenus réels, donc menacer la sécurité alimentaire et augmenter l'incidence de la sous-alimentation et le recours à des stratégies de survie néfastes. Face à une série de chocs, la dynamique des réformes s'est essouffée dans la région et le secteur privé n'investit pas. Cette situation, combinée à des niveaux d'endettement élevés, à une marge de manœuvre budgétaire limitée et à une baisse du pouvoir d'achat, accroît les vulnérabilités, en particulier dans les économies importatrices de pétrole.

Télécharger les *Perspectives économiques mondiales* <http://wrlld.bg/R3Jw50JITbK>

Prévisions pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2019	2020	2021e	2022p	2023p	2024p
PIB aux prix du marché (prix moyens en dollars sur la période 2010-19)						
Algérie	1,0	-5,1	3,9	3,2	1,3	1,4
Arabie saoudite	0,3	-4,1	3,2	7,0	3,8	3,0
Bahreïn	2,1	-4,9	2,2	3,5	3,1	3,1
Cisjordanie et Gaza	1,4	-11,3	7,1	3,7	3,2	3,1
Djibouti	7,8	0,5	4,3	3,3	5,2	6,2
Égypte^a	5,6	3,6	3,3	6,1	4,8	5,0
Émirats arabes unis	3,4	-6,1	2,8	4,7	3,4	3,6
Iran^a	-6,8	3,4	4,1	3,7	2,7	2,3
Iraq	5,5	-11,3	2,8	8,8	4,5	3,0
Jordanie	2,0	-1,6	2,2	2,1	2,3	2,3
Koweït	-0,6	-8,9	2,3	5,7	3,6	2,5

Liban^b	-7,2	-21,4	-10,5	-6,5
Libye^b	2,5	-31,3	99,3
Maroc	2,6	-6,3	7,4	1,1	4,3	3,6
Oman	-0,8	-2,8	2,1	5,6	2,8	2,6
Qatar	0,8	-3,6	1,5	4,9	4,5	4,4
République arabe syrienne^b	3,7	1,3	-2,1	-2,6
Tunisie	1,3	-8,7	3,1	3,0	3,5	3,3
Yémen^b	1,4	-8,5	-2,1	0,8	2,5	..

Source : Banque mondiale.

Note : e = estimation ; p = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de l'évolution de la conjoncture (mondiale).

Par conséquent, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles mentionnées dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.

a. Chiffres basés sur l'exercice budgétaire. Voir l'annexe régionale pour plus de précisions sur les chiffres de chaque exercice.

b. Les prévisions pour le Liban et la République arabe syrienne (au-delà de 2022), la Libye (au-delà de 2021) et la République du Yémen (au-delà de 2023) sont exclues en raison de leur haut degré d'incertitude.